



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-LOIRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°43-2019-012

PUBLIÉ LE 15 FÉVRIER 2019

Sommaire

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2019-01-28-003 - APC portant dérogation au fonctionnement de l'ascenseur pendant la période transitoire aux travaux de reconfiguration du barrage de Poutès (3 pages)	Page 3
43-2019-02-07-003 - Arrêté préfectoral autorisant le renouvellement et l'extension d'une carrière de granite à MONTREGARD (38 pages)	Page 7
43-2019-02-11-001 - arrêté préfectoral DCL-BRÉ n°2019-04 du 11 février 2019 portant autorisation d'une compétition sportive motorisée dénommée « Enduro Moto de l'Emblavez/Championnat de Ligue Auvergne Rhône Alpes » le 16 et 17 février 2019 (4 pages)	Page 46

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2019-01-28-003

APC portant dérogation au fonctionnement de l'ascenseur
pendant la période transitoire aux travaux de
reconfiguration du barrage de Poutès

Dérogation au fonctionnement de l'ascenseur pour permettre la dévalaison

PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Arrêté complémentaire n° BCTE 2019/08 du 28 janvier 2019 à l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 portant autorisation de déroger au fonctionnement de l'ascenseur pour favoriser la dévalaison pendant la période transitoire aux travaux de reconfiguration du barrage de Poutès, dans le périmètre de la concession hydroélectrique Monistrol d'Allier

Le préfet de la Haute-Loire
Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur
Chevalier dans l'ordre national du Mérite

VU le code de l'énergie, livre V, notamment son article R.521-41 ;

VU le code de l'environnement, livre II, notamment les articles L211-1 et suivants et en particulier l'article 214-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques ;

VU le décret n° 2016-530 du 27 avril 2016, relatif aux concessions d'énergie hydraulique et approuvant le modèle de cahier des charges applicables à ces concessions ;

VU le décret du président de la République du 9 août 2017 portant nomination de M. Yves ROUSSET en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2015 concédant à Électricité de France, la chute de Monistrol d'Allier, la convention et le cahier des charges annexés ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2016-34 du 29 août 2016 portant délégation de signature à M. Rémy DARROUX, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 modifiant par avenant le cahier des charges de l'aménagement hydroélectrique de la chute de Monistrol d'Allier et de l'Ance du Sud concédé à la société anonyme Électricité de France dans le département de la Haute-Loire ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Loire Bretagne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2015 ;

VU l'arrêté n° DIPPAL/B3/2017/55 du 22 février 2017 portant autorisation de déroger au fonctionnement de l'ascenseur pour favoriser la dévalaison pendant la période transitoire aux travaux de reconfiguration du barrage de Poutès dans le périmètre de la concession hydroélectrique de Monistrol d'Allier ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes du 3 décembre 2018 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de Haute-Loire du 24 janvier 2019, à l'occasion de laquelle la société anonyme EDF a été entendue ;

CONSIDÉRANT que ces mesures transitoires pour le saumon sont nécessaires au maintien des populations sur le Haut-Allier ;

CONSIDÉRANT que la période d'intervention d'une part se situe hors période principale de montaison du saumon et d'autre part que le débit réservé délivré sera respecté ;

CONSIDÉRANT que les mesures de gestion transitoires ne sont pas de nature à compromettre les intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'ouvrage pendant les mesures transitoires fera l'objet d'une consigne temporaire qui prend en compte les exigences pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau inscrites à l'article L. 211.1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le retour d'expérience réalisé lors de la réunion du 10 septembre 2018 et de la réunion du 19 décembre 2018 sur la dévalaison a permis de mettre en avant des propositions d'améliorations pour la campagne 2019 qui justifie des adaptations dans l'arrêté du 22 février 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article R.521-41 du code de l'énergie, permet au préfet de prendre un arrêté de prescriptions complémentaires ;

sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire ,

ARRÊTE

Article 1er - Objet de la demande

Les articles 2 et 6 relatifs respectivement à la durée de l'autorisation et aux descriptifs des mesures de gestion transitoire de l'arrêté préfectoral du 22 février 2017 susvisé sont remplacés de la manière suivante :

Article 2 : Les mesures de gestion transitoire sont programmées pour 2019 et 2020 à partir du 1^{er} mars jusqu'au 30 avril.

Article 6 : EDF débutera l'abaissement de la retenue de manière à être à la cote 644,70 m NGF le 1^{er} mars 2019, en tenant compte de la charge en eau sur le seuil.

Un exutoire provisoire de dévalaison aura été fixé derrière la vanne en eau. L'exutoire mis en œuvre sur la vanne rive gauche aura une largeur comprise entre 4,5 m et 6,5 m avec une charge minimale de 0,7 m correspondant au débit réservé de 5 m³/s. Il sera placé au plus près du pilier rive gauche de la vanne susvisée. Au-delà des 70 cm de charge, l'exutoire mis en œuvre devra pouvoir concentrer les débits jusqu'à 20 m³/s.

Le tambour de suivi de la dévalaison des smolts devra être mis en œuvre à Alleyras pour le 1^{er} mars 2019.

Un arrêt du débit turbiné sera appliqué pendant 45 nuits consécutives de 16h00 à 8h00 (GMT).

Le début de la période est fixée après le 1^{er} mars et au plus tard le 15 mars ; cette date sera précisée au minimum 24 heures avant son effectivité par la DREAL AuRA, avec l'appui technique de l'agence française pour la biodiversité de Clermont-Ferrand et du conservatoire national du saumon sauvage sur la base de paramètres de milieu (débit et température).

En cas de crue, la reprise des turbinages est interdite. EDF interviendra sur le site afin de délester l'exutoire en RG en faisant fonctionner manuellement la vanne RD.

Les autres articles de l'arrêté du 22 février 2017 sont inchangés.

Article 2 - Affichage

Un extrait du présent arrêté est affiché jusqu'à la fin de l'opération par le concessionnaire sur les voies donnant accès au barrage à la limite du domaine concédé.

Article 3 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif territorialement compétent :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2

Article : Notification

Le présent arrêté sera notifié à Électricité de France.

Article 7 : Exécution et publication

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur d'Électricité de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information à la direction départementale des territoires de la Haute-Loire, à l'agence française pour la biodiversité, à la fédération de pêche de Haute-Loire, aux maires des communes d'Alleyras, Monistrol d'Allier et à l'association Loire Grands Migrateurs.

Fait au Puy-en-Velay, le 28 janvier 2019

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général,


Rémy DARROUX

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2019-02-07-003

Arrêté préfectoral autorisant le renouvellement et
l'extension d'une carrière de granite à MONTREGARD

Renouvt d'autorisation d'exploiter une carrière de granite



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

BUREAU DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° BCTE / 2019- 16 du 7 février 2019

Portant autorisation de renouvellement d'exploitation et d'extension d'une carrière de granite et ses installations annexes pour la **SAS SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES FAURIE** au lieu-dit "Montelis" sur le territoire de la commune de MONTREGARD

*Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier dans l'ordre national de la légion d'honneur,
Chevalier dans l'ordre national du mérite,*

- VU le code de l'environnement et notamment le chapitre unique du titre VIII du livre Ier et le Titre 1^{er} du Livre V ;
- VU le code minier ;
- VU le décret du président de la République du 9 août 2017 portant nomination de M. Yves ROUSSET en qualité de préfet de la Haute-Loire ;
- VU le code forestier et notamment son article L341-6 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2017 portant dématérialisation de l'enquête annuelle sur l'activité des exploitations de carrières et complétant l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- VU l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2013 relatif à la lutte contre l'ambrosie et prescrivant la destruction obligatoire de l'Ambrosie (*Ambrosia artemisiifolia*) ;
- VU le schéma départemental des carrières de la Haute-Loire approuvé par arrêté préfectoral du 02 mars 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° D2B1 93/376 du 12 novembre 1993 portant autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière de granite au lieu-dit « Montélis » - commune de Montregard ;

- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° D2-B1-95/356 du 16 novembre 1995 modifiant l'autorisation d'exploiter une carrière située au lieu-dit « Montélis »-commune de Montregard ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DIPPAL B3 2010/432 du 4 août 2010 modifiant les activités liées à l'exploitation d'une carrière de granite à Montregard ;
- VU la demande en date du 29 septembre 2017 présentée par la SAS SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES FAURIE en vue d'être autorisée à renouveler et étendre l'exploitation de la carrière de granite et ses installations annexes située au lieu-dit "Montélis" sur le territoire de la commune de Montregard et notamment l'étude d'impact et de dangers ;
- VU l'enquête publique, prescrite par arrêté préfectoral du 21 juin 2018 qui s'est déroulée du 23 juillet au 29 août 2018 inclus sur le territoire des communes de Montregard, Tence, Le mas de Tence et Saint-André en Vivarais (07);
- VU l'avis de l'autorité environnementale émis le 25 avril 2018 ;
- VU le registre de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur en date du 11 septembre 2018 ;
- VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;
- VU l'arrêté du préfet de Région du 25 juin 2018 portant prescription d'un diagnostic archéologique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° BCTE / 2018- 143 du 12 décembre 2018 portant sursis à statuer ;
- VU le rapport et les propositions de la DREAL chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, en date du 8 janvier 2019 ;
- VU l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation carrières, lors de sa séance du 18 janvier 2019, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;
- VU le projet d'arrêté adressé pour avis au demandeur le 24 janvier 2019;
- VU l'absence d'observation de la part du demandeur sur ce projet par courriel du 4 février 2019 ;
- VU les plans, documents et engagements joints à la demande susvisée, notamment l'étude d'impact ;
- CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients du projet peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT qu'au vu des éléments figurant dans le dossier, le demandeur dispose des capacités techniques et financières lui permettant de mener à bien la poursuite de l'exploitation de la carrière dont l'autorisation est sollicitée ;
- CONSIDÉRANT que la sensibilité du site a bien été prise en compte dans la demande d'autorisation et a fait l'objet d'étude d'impact et de dangers en rapport avec l'importance du projet d'exploitation ;
- CONSIDÉRANT que :
- le mode d'exploitation en dent creuse et la topographie du site, permettront de réduire les impacts sur le paysage et les commodités du voisinage ;
 - le choix de périodes optimales pour les actions de défrichage et de décapage préparatoire des terrains permettra de réduire l'impact sur la faune ;
 - la demande est en conformité avec les différents textes réglementaires qui lui sont applicables et propose des mesures de réduction satisfaisantes au regard de la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet est conforme aux orientations du Schéma Départemental des Carrières et du SDAGE Loire-Bretagne ;

CONSIDÉRANT que l'Autorité Environnementale a estimé dans son avis que l'analyse des impacts potentiels du projet sur l'environnement était réalisée de manière appropriée, notamment en termes de préservation de la faune, de l'intégration paysagère et de la protection du voisinage ;

CONSIDÉRANT qu'une prescription archéologique a été édictée par le préfet de région ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers, les inconvénients et les nuisances de la carrière et de ses installations annexes au regard des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

TITRE 1 - MESURES COMMUNES

ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

La SAS SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES FAURIE dont le siège social est situé 32 rue de Saint-Agrève à TENCE (43190), est autorisée, au titre de la législation relative aux installations classées et au défrichage, à exploiter, au lieu-dit "Montélis" sur le territoire de la commune de MONTREGARD, une carrière à ciel ouvert de roches massives (leucogranite) et ses installations détaillées dans les articles suivants.

Un état et un plan parcellaire des terrains concernés sont annexés au présent arrêté.
L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est – ou sera – titulaire.

La liste des activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est la suivante :

N° rubrique	Désignation des activités	Volume d'activité	Régime (1)
2510-1	Exploitation de carrière	Production moyenne : 80 000t/an Production maximum : 100 000t/an Superficie totale : 9, 7444 ha Superficie en exploitation: 8, 1508 ha	A
2515-1a	Concassage, broyage, criblage , lavage	560 kW	E
2517-3	Station de transit de produits minéraux solides	20 000 m ²	D
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution présents dans l'installation	inférieur à 50 t au total	NC
1435	Stations-service. Volume annuel de GNR distribué inférieur à 500 m ³ au total	Volume annuel de GNR distribué inférieur à 500 m ³ au total	NC

(1) A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – NC : Non classable

- La liste des activités au regard de la réglementation au regard de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement est la suivante

N° rubrique	Désignation des activités	Volume d'activité	Régime(1)
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	D

(1) A : Autorisation – E : Enregistrement – D : Déclaration – NC : Non classable

L'exploitation est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éléments du dossier de la demande qui ne lui sont pas contraires.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1993 modifié sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.2 DURÉE – LOCALISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la signature du présent arrêté.

La durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

ARTICLE 1.3 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

1.3.1 Affichage

L'exploitant est tenu de mettre en place, sur la voie d'accès au chantier, un panneau indiquant en caractères apparents :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

1.3.2 Bornage

Un bornage est effectué aux frais de l'exploitant. Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de

ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au nivellement général de la France (N.G.F.).

1.3.3 Clôture

Le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne peut franchir involontairement (ronces artificielles – câble – grillage... etc.). Les accès et passages sont fermés par des barrières ou portes.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière est signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiquent suivant le cas : DANGER – CARRIÈRE – INTERDICTION DE PÉNÉTRER – ÉBOULEMENT – ... etc.

1.3.4 Accès

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La contribution de l'exploitant de la carrière à la remise en état à l'entretien du domaine public routier départemental reste fixée par les règlements relatifs à la voirie des collectivités locales, en vertu de l'article L.131-8 du Code de la Voirie Routière.

1.3.5 Défrichement

Conformément aux dispositions de l'article L341-6 du code forestier, l'autorisation de défrichement est subordonnée, après validation par la Direction Départementale des Territoires, à une compensation.

L'exploitant transmettra à la Direction Départementale des Territoires, dans le délai de un an à compter de la présente autorisation, un acte d'engagement confirmant la nature de la compensation choisie au regard des dispositions de l'article L341-6 du code forestier, telle que présentée au dossier de demande : versement d'une indemnité équivalente au coût du boisement, calculée sur la base de 1800€/ha et assortie d'un coefficient multiplicateur de 1, au profit du fonds stratégique de la forêt et du bois.

Un mois avant le début des travaux de défrichement, l'exploitant assurera l'affichage prévu à l'article L341-4 du code forestier.

Par ailleurs, il assurera l'entretien et le suivi de la remise en état progressive du site de manière à permettre autant que faire se peut un reboisement par régénération naturelle à base de pin sylvestre.

1.3.6 Capacité de rétention des eaux pluviales

La totalité des eaux de ruissellement de la zone d'emprise de la carrière et des installations annexes sont collectées directement et indirectement dans deux bassins de rétention et de décantation.

Les deux bassins sont dimensionnés de manière à constituer en permanence une capacité totale de 1200 m³.

Ils sont aménagés pour éviter tout risque de noyade et réalisés pour limiter au maximum les rejets d'eaux de ruissellement hors du périmètre autorisé.

Le carreau de la carrière est drainé. Son exutoire est maintenu accessible en permanence.

La qualité des rejets à l'exutoire doit être conforme aux valeurs limites fixées à l'article 2.2.5 du présent arrêté.

1.3.7 Suivi des eaux souterraines

Un protocole de surveillance régulière des débits au niveau des captages de Montélis est défini (nombre et fréquence des contrôles, corrélation avec la pluviométrie, conservation des relevés) avec le gestionnaire des captages, afin d'évaluer l'impact d'un éventuel appel d'eau par drainage de faille ou

diaclasses dû à l'approfondissement de la carrière. Le coût de cette surveillance est pris en charge par l'exploitant de la carrière.

1.3.8 Plate-forme engins

Une plate-forme étanche pour le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantier est maintenue sur la carrière. Elle forme une rétention permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle peut recevoir.

Cette plate-forme est reliée à un décanteur récupérateur d'hydrocarbures adapté à la surface de l'aire et au débit des eaux susceptibles de le traverser. Il doit être capable d'évacuer un débit minimal de 45 litres par heure et par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement d'hydrocarbures. Il est régulièrement vidangé par une entreprise agréée. Les normes de rejets précisées à l'article 2.2.5 doivent être respectées.

1.3.9 Défense extérieure contre l'incendie

Les modalités d'intervention en cas de risque incendie seront établies en relation avec le service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et les aménagements spécifiques nécessaires réalisés.

1.3.10 Évaluation archéologique

Un diagnostic archéologique est effectué en application de l'arrêté du 25 juin 2018 portant prescription d'un diagnostic archéologique.

Ce diagnostic est réalisé par l'institut national de recherches archéologiques préventive.

1.3.11 Implantation de la bande boisée conservée

La limite du défrichement est clairement identifiée par piquetage sur le terrain, notamment pour respecter le maintien en état de la bande de 10 mètres.

ARTICLE 1.4 MISE EN SERVICE

Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux aménagements préliminaires prescrits à l'article 1.3.

La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de MONTREGARD la mise en service de la carrière.

L'acte de cautionnement solidaire prévu à l'article 3.4.1 du présent arrêté attestant la constitution de la garantie financière doit parvenir au préfet dans un délai de 2 mois maximum à compter de la mise en service de l'installation.

ARTICLE 1.5 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

1.5.1 Principe d'exploitation

L'exploitant doit respecter les dispositions figurant dans sa demande et notamment dans l'étude d'impact et dans l'étude de dangers et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

L'exploitation doit être menée dans le respect des mesures de sécurité applicables aux carrières, et notamment du Code du Travail et de l'ensemble du Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.).

L'exploitation doit être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage conformément au dossier de demande, en particulier :

La production annuelle de la carrière est limitée à un maximum de 100 000 t. La production moyenne annuelle de l'exploitation sur une période quinquennale est de 80 000 tonnes. Au cas où l'exploitant prévoirait de dépasser la moyenne annuelle pendant plus de 2 années, il devra en informer le Préfet et justifier que les garanties financières restent en adéquation avec le phasage d'exploitation.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert et à sec, par abattage avec utilisation d'explosifs suivant des tranches parallèles aux fronts, et à l'aide d'engins mécaniques terrestres.

Les installations fonctionnent de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi sauf les jours fériés .

1.5.2 Défrichage - décapage – découverte

Le défrichage et le décapage des terrains seront réalisés uniquement sur la période du 1^{er} octobre au 31 mars, en dehors des périodes de nidification de l'avifaune locale.

Le défrichage sera effectué en deux phases, la première étant coordonnée aux phases 1 et 2 des travaux d'extraction, la deuxième étant coordonnée aux phases 3 et 4 des travaux d'extraction.

La bande de sécurité de largeur 10 mètres non exploitée en limite Nord de l'installation ne sera pas défrichée.

Le décapage des terrains sera réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation.

Les opérations de décapage et de stockage provisoires des matériaux de découverte sont réalisées sur le site de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Les stockages de terre végétale ne doivent pas être déplacés ni rechargés par-dessus, avant leur remise en place définitive. Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.

Les matériaux de découverte sont positionnés en merlon-écran périphérique de l'exploitation afin de masquer celle-ci.

Les terres et déblais sont réutilisés le plus rapidement possible, au fur et à mesure de la remise en état du site. Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 m. Ces stocks sont constitués par simple déversement, sans circulation sur la terre ainsi stockée. La commercialisation de la terre végétale est interdite.

L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambrosie...) sur ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes. En tout état de cause, l'exploitant met en œuvre les dispositions de l'arrêté du 5 décembre 2013 imposant la destruction obligatoire de l'ambrosie.

1.5.3 Extraction

Les différentes étapes du programme d'exploitation seront établies conformément au plan de phasage général et aux plans de phasage détaillés de l'exploitation annexés au présent arrêté, en 6 phases de 5 ans. L'avancement de l'extraction s'effectuera, par campagnes d'abattage en reculant les fronts existants pour exploiter les terrains de l'extension situés au Nord et à l'Est de la carrière, conformément aux orientations proposées dans la demande. La côte du carreau final à atteindre est de 1015 m pour la partie Ouest de l'ensemble et 1000 m NGF pour la partie Est.

Les matériaux sont abattus pour obtenir 3 gradins avec fronts de taille de 15 m de hauteur maximale. La largeur des banquettes est de 6 m de largeur minimum, adaptée à la circulation des engins, conformément à la réglementation en vigueur et à la structure géotechnique du massif, selon les phases d'exploitation prévues.

Le sous-cavage est interdit. Le front de taille sera régulièrement visité après chaque tir de mines et au moins une fois par semaine pendant les phases d'exploitation. Il sera purgé en tant que de besoin.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) est interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger est également signalé par pancartes.

1.5.4 Traitement des matériaux

Les matériaux abattus sont repris en pied de front à la pelle hydraulique ou au chargeur puis acheminés vers les installations de traitement.

Les installations de traitement des matériaux présentes sur le site comprennent un poste primaire, un poste secondaire et un poste tertiaire.

1.5.5 Stockage des matériaux

Les quantités de matériaux extraits (volume et masse) ainsi que les stocks de matériaux bruts et préparés (prêts à être commercialisés) qui sont stockés sur l'exploitation feront l'objet d'une évaluation par un géomètre à la fin de chaque année.

1.5.6 Aménagement – entretien

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues conformément aux dispositions du Code du travail et du Règlement Général des Industries Extractives.

Le carreau de la carrière est constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne doivent pas s'y accumuler. Ils sont traités et éliminés comme il est précisé à l'article 2.7.1 ci-après.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

1.5-7 Explosifs

L'utilisation des explosifs s'effectue suivant un plan de tir défini. Ce plan de tir et la mise en œuvre des explosifs sur le chantier prennent en compte les effets des vibrations et l'impact sonore. Les vibrations mécaniques doivent respecter les prescriptions de l'article 2.5 ci-après.

Le plan de tir mentionne en particulier, la profondeur et le diamètre de foration, la maille, la charge d'un trou, la charge de la volée d'allumage et la charge totale maximale du tir.

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles lors des tirs pour assurer la sécurité du personnel et la sécurité publique. Pour assurer cette dernière lors des tirs de mines, l'accès des voies de circulation correspondant à la zone dangereuse sera momentanément interdit.

ARTICLE 1.6 MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

1.6.1 Mesures d'évitement et de réduction

Toutes les mesures concernant les milieux naturels présentées au dossier doivent être mises en œuvre.

1.6.2 Mesure d'accompagnement

L'exploitant établit un suivi environnemental permettant de mesurer l'effet des différentes mesures d'évitement et de réduction, ainsi que de vérifier l'évolution du site en termes de présence de faune et flore. Ce suivi environnemental fait l'objet d'un rapport complet établi à la fin de chaque phase quinquennale. Le rapport est présenté à la réunion de concertation organisée par l'exploitant. Il est également transmis à l'inspection des installations classées.

1.6.3 Mesure de compensation

L'exploitant assure la remise en état progressive du site de manière à permettre autant que faire se peut un reboisement par régénération naturelle, et le suivi de ce reboisement.

ARTICLE 1.7 REMISE EN ÉTAT

1.7.1 Principe

La remise en état consiste à assurer la sécurité du site, à procéder à une intégration naturelle et paysagère des différents volumes créés par la carrière et à restituer des milieux naturels capables d'assurer une reconquête naturelle du terrain.

Elle est conduite de manière à permettre autant que faire se peut un reboisement par régénération naturelle à base de pin sylvestre.

Par ailleurs le site doit être laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénients pour l'environnement (nuisances - pollutions).

La remise en état est coordonnée à l'avancement des travaux d'exploitation et effectuée à partir de la première phase quinquennale d'exploitation conformément aux indications figurant dans le dossier de la demande.

D'une manière générale les stériles de la découverte et de l'exploitation sont réutilisés le plus rapidement possible au modelage des terrains déjà exploités.

1.7.2 Remblayage

Aucun apport de déchets inertes en provenance de l'extérieur n'est autorisé.

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

1.7.3 Mesures particulières

Sans objet

1.7.4 Fin d'exploitation

L'emprise de la carrière est débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils sont traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 2.7 ci-après.

Les réservoirs ayant contenu des liquides susceptibles de polluer les eaux sont vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés. Ces produits du nettoyage sont traités comme des déchets.

Si l'arrêt définitif de l'extraction est décidé avant l'échéance de la présente autorisation, la remise en état doit être terminée six mois après l'arrêt des travaux d'exploitation. En tout état de cause, la remise en état doit être achevée avant l'échéance de la présente autorisation.

ARTICLE 1.8 SÉCURITÉ PUBLIQUE

1.8.1 Accès sur la carrière

Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière est contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit sauf autorisation expresse de l'exploitant.

Les accès au site d'exploitation sont équipés de barrières fermées en dehors des heures d'activité.

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, sont maintenus en bon état.

1.8.2 Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation, y compris les travaux de décapage, sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution (eaux, air, sols), de nuisances par le bruit et les vibrations, l'impact visuel et pour lutter contre la propagation d'espèces végétales invasives (ambrosie, renouée du japon,...).

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique.

ARTICLE 2.2 POLLUTION DES EAUX

2.2.1 Prévention des pollutions accidentelles

L'entretien et les réparations des véhicules et engins mobiles sont effectués hors du site. En cas d'impossibilité technique majeure, toutes les dispositions sont prises afin d'éviter toutes fuites de flux de polluant.

Le ravitaillement et le petit entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire de type "plate-forme-engins" prévue à l'article 1.3.8 du présent arrêté. Elle forme rétention, permettant ainsi la récupération totale des liquides polluants accidentellement répandus et des eaux de pluie qu'elle pourra recevoir, et est reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

Le parcage des engins s'effectue sur cette aire de type "plateforme-engins" prévue à l'article 1.3.8 du présent arrêté.

En cas d'utilisation d'un groupe électrogène, celui-ci est implanté sur une aire étanche, d'un volume de rétention égal au total des réservoirs du groupe, et en mesure de collecter les éventuelles égouttures lors des remplissages.

Des produits absorbants et des kits de dépollution sont présents dans les engins, à proximité de l'installation de traitement et sur le reste du site en quantité suffisante pour pallier toute pollution accidentelle d'hydrocarbures. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est sécurisé contre les chocs et est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :

- 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants,
- 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas,
- dans tous les cas, égal au minimum à 1000 litres, ou égal à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1000 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement. Les liquides qui y sont accidentellement recueillis et les eaux de pluies sont retirés par relevage.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent en aucun cas être rejetés dans le milieu naturel. Ils doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

2.2.2 Eau de procédé des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du périmètre de la carrière sont interdits. Ces eaux seront intégralement recyclées. Le circuit de recyclage sera conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Il sera prévu un dispositif d'arrêt de l'alimentation en eau de procédé de l'installation, qu'il sera possible d'actionner en urgence en cas de rejet accidentel de ces eaux.

2.2.3 Eaux de ruissellement des installations de stockages de déchets inertes et des terres non polluées

Les installations de stockages de déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de l'exploitation ne doivent pas générer de détérioration de la qualité des eaux. Dans le cas contraire, l'exploitant doit procéder au traitement et au recyclage de ces eaux de ruissellement.

2.2.4 Qualité des effluents rejetés

Les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées dans un dispositif dimensionné pour assurer une récupération pour leur traitement.

La capacité minimale des bassins est maintenue par un curage régulier.

Un point de rejet devra être aménagé, qui constitue l'exutoire final, afin de pouvoir effectuer les prélèvements.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les paramètres suivants mesurés, selon les normes en vigueur, sur un échantillon représentatif (brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents) des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :

Paramètre	Valeur	Norme de mesure
pH	compris en 5,5 et 8,5	NFT 90 008
Température	inférieure à 30°C	NFT 90 100
MEST(1)	inférieur à 35 mg/l	NFT 90 105
DCO (2)	inférieure à 125 mg/l	NFT 90 101
Hydrocarbures	inférieurs à 10 mg/l	NF T 90 114
Couleur (modification du milieu récepteur)	100 mg Pt/l.	

(1) MEST : matière en suspension totale.

(2) DCO : demande chimique en oxygène, sur effluent non décanté.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

2.2.5 Eaux usées domestiques

Le dispositif de traitement des eaux usées domestiques (eaux grises et eaux vannes) sera conforme à la réglementation applicable à l'assainissement non collectif.

2.2.6 Contrôle

Un contrôle des rejets représentatifs du fonctionnement de la carrière sera pratiqué par un organisme agréé chaque année. Ce contrôle portera sur les paramètres susvisés.

Les résultats de ces contrôles seront communiqués, sur demande, à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 2.3 POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES

Le brûlage à l'air libre est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tous autres déchets ou résidus.

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière et les installations de traitement (piste de circulation - mise en tas des matériaux - chargement - système d'arrosage des matériaux au niveau du crible, limitation de la vitesse des engins de carrière, etc.), ainsi qu'aux postes de foration.

Le respect des mesures envisagées devra être attesté par la mise en place de procédures à destination du personnel.

Les aires de stockage, les trémies et les appareils de manutention doivent être conçus et aménagés de manière à éviter des envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.

2.3.1 Installations de traitement des matériaux

Dans le cas d'émissions de poussières, les installations de traitement des matériaux seront équipées de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible.

Un dispositif d'arrosage et d'abattage des poussières est installé, dès les premiers travaux d'extraction, sur l'ensemble des pistes pérennes de circulation de la carrière, de la voie d'accès, des zones de traitement.

2.3.2 Stockages des minéraux

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envois de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.

2.3.3 Contrôle des émissions de poussières

Dans l'année suivant l'autorisation, l'exploitant réalise une campagne de mesures de retombées de poussières dans l'environnement. Cette campagne de mesure dure au moins 30 jours.

Elle est renouvelée à chaque première année d'une phase d'exploitation.

Elle comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants .

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne pour chacune des jauges installées.

Le rapport de mesures est communiqué à l'inspection des installations classées. Il décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des mesures de retombées de poussières peuvent être réalisées en cas de plainte ou sur demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.4 BRUIT

L'exploitation de la carrière et des installations annexes est équipée, orientée et conduite de façon qu'elle ne puisse engendrer de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du livre V titre 1er du Code de l'Environnement.

L'exploitant met en œuvre un plan d'actions comportant le déplacement des installations vers le carreau inférieur, la mise en place des stocks autour des points d'émission, circulation des engins en partie basse de la carrière, mise en place d'écrans végétalisés et boisés à proximité de l'entrée de la carrière.

Les bruits aériens émis par la carrière et les installations de traitement des matériaux, en limites de propriété de l'établissement, sont limités à :

- 70 dB(A) de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés,
- 60 dB(A) de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

En tout état de cause, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour - jardin - terrasse..) de ces mêmes locaux, l'émergence ne doit pas être supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble carrière et installations est en fonctionnement, et lorsqu'il est à l'arrêt.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq mesuré sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant.

Les mesures de bruit sont effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores est effectué en limite du périmètre d'autorisation de la carrière et dans les zones à émergence réglementée au cours de la première année d'exploitation. Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans. Il porte sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière. Il comporte également l'évaluation de l'efficacité du plan d'actions mis en œuvre par l'exploitant.

Afin d'éviter toute gêne due aux tirs de mines, le niveau de pression acoustique de crête sera vérifié à chaque tir avec comme objectif d'atteindre, lors des prochains tirs, si ce n'est pas le cas, des valeurs de niveaux de pression inférieurs à la valeur préconisée de 125 décibels linéaires.

Le résultat de ces contrôles est communiqué sur demande à l'Inspection des Installations Classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations.

ARTICLE 2.5 VIBRATIONS

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Pour les tirs de mines, l'exploitant définit un plan de tir, prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. L'exploitant informe la mairie de Montregard, l'inspection des installations classées et les riverains qui en font la demande, de la date de programmation des tirs de mines, avec un préavis d'au moins 24 heures.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal est mesurée sur une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de la présente autorisation.

Le respect des valeurs ci-dessus est vérifié à chaque tir réalisé sur la carrière par la mesure des vibrations avec la mise en place de géophones-enregistreurs installés au droit des habitations les plus proches. Le plan de tir est, le cas échéant, adapté.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont notés les informations relatives au tir (dates des tirs, emplacement, charge maximale unitaire, charge totale, vitesses mesurées, ...).
Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 3 ans.

En cas de dépassement des valeurs limites, l'exploitant en informe sans délai l'inspection des installations classées, et lui communique, sous un délai d'un mois, la liste des dispositifs appropriés visant à garantir des niveaux d'émissions conformes.

ARTICLE 2.6 ÉMISSIONS LUMINEUSES

L'exploitation ne devra pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles d'avoir une incidence sur le voisinage ou sur la sécurité des tiers à l'extérieur du site.

ARTICLE 2.7 DÉCHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées par des installations dûment autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant organise en particulier la collecte sélective des déchets tels que produits de vidanges, pneumatiques usagés, papiers, cartons, bois, plastiques ; cette liste non limitative étant susceptible d'être complétée en tant que de besoin. Dans l'attente de leur évacuation, ces déchets sont conservés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R 541-43 et R 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les emballages ayant contenu des substances explosives font l'objet d'un examen systématique afin de s'assurer qu'ils sont vides. Les conditions opératoires de cette vérification ainsi que les mesures de protection du personnel sont de la responsabilité de l'exploitant et doivent être définies dans les documents d'exploitation. Les emballages ayant contenu des substances explosives peuvent ensuite, en accord avec le fournisseur et aux conditions fixées par ce dernier, être détruits sur place (déchetage, ...) sur un secteur de la carrière affecté et adapté à cette opération. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production et favoriser toutes les opérations de valorisation possibles.

TITRE 3 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 3.1 RÈGLEMENTATION GÉNÉRALE

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

L'exploitation doit être menée dans le respect des mesures de sécurité et de santé au travail applicables aux carrières, et notamment la partie IV du Code du travail.

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- La partie réglementaire du nouveau code minier,
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives (R.G.I.E.).

ARTICLE 3.2 RISQUES

3.2.1 Consignes d'exploitation et de sécurité

L'exploitant établit sous sa responsabilité et en tant que de besoin les diverses consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ainsi que celles relatives à l'utilisation des équipements, aux modes opératoires, aux interventions de maintenance et de nettoyage, aux contrôles à effectuer périodiquement ou de façon exceptionnelle notamment à la mise en route ou à l'arrêt des installations, aux opérations dangereuses, aux procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des

installations, aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, aux moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, aux procédures d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours, etc.

Ces consignes d'exploitation et de sécurité sont tenues à jour. Elles sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux abords des installations et équipements concernés. Elles seront distribuées au personnel et régulièrement commentées et expliquées.

3.2.2 Direction technique – Prévention

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne chargée de la direction technique des travaux, nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'exploitation et de ses dangers et inconvénients.

Le titulaire de l'autorisation déclare au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement le nom de la personne chargée de la direction technique des travaux et les noms des entreprises extérieures retenues pour l'exécution de tout ou partie des travaux entrepris sur la carrière.

L'exploitant rédige un document unique portant sur l'évaluation des risques auxquels les personnes travaillant sur la carrière sont exposées et sur les mesures prises pour assurer la sécurité. Il élabore des dossiers de prescriptions relatifs aux travaux exécutés sur la carrière, afin de communiquer à son personnel de manière compréhensible les instructions sur les risques qui sont susceptibles de se rencontrer sur ce site. Ces documents sont tenus à jour de manière régulière.

3.2.3 Connaissance des produits – Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, sont constamment tenus à jour.

Cet inventaire, auquel est annexé un plan général des stockages, est tenu à la disposition permanente de l'Inspection des Installations Classées et des services de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

3.2.4 Incendie

L'installation doit être accessible depuis la route principale, et disposer de lieux de passage suffisants, pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis dans les engins et les installations techniques, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'extincteurs adaptés aux risques (électriques) disposés dans les installations techniques ;
- d'un bac à sable sec et meuble (ou équivalent) et de deux extincteurs au niveau de l'aire de ravitaillement des engins ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

3.2.5 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation à l'embauche et annuelle sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

ARTICLE 3.3 AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS

3.3.1 Installations électriques

Les installations électriques seront réalisées par des personnes qualifiées, avec du matériel électrique approprié, conformément aux règles de l'art et suivant les textes et les normes en vigueur. Il en est de même des adjonctions, modifications ou réparations.

Les équipements métalliques (charpentes, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) sont mis à la terre conformément aux normes applicables et compte tenu de la nature des produits.

Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état. Les défauts et anomalies constatées sont supprimés dans les meilleurs délais.

Elles doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification, puis vérifiées périodiquement par une personne ou un organisme agréé.

3.3.2 Stockage et distribution d'hydrocarbures

Les hydrocarbures seront stockés dans une citerne étanche à double paroi ou sur rétention adaptée. Les réservoirs aériens seront placés dans une cuvette de rétention conforme aux dispositions de l'article 2.2.1 ci-avant.

Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux et des trépidations.

Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc...

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

Tout réservoir de stockage des hydrocarbures non utilisé sera dégazé, et le cas échéant, neutralisé ou évacué.

Avant chaque remplissage de réservoirs, un contrôle devra être pratiqué, visant à s'assurer qu'il est capable de recevoir la quantité d'hydrocarbures à livrer sans risque de débordement.

Chaque réservoir devra être équipé d'une canalisation de remplissage dont l'orifice comportera un raccord fixe d'un modèle standard et correspondant à ceux équipant les flexibles de raccordement du véhicule ravitailleur.

En dehors des opérations d'approvisionnement cet orifice devra être fermé par un obturateur étanche. Les égouttures de cet orifice devront être récupérées.

La canalisation de remplissage, à proximité de l'orifice, devra mentionner, de façon apparente, la nature du produit et la capacité du réservoir qu'elle relie.

Le réservoir devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation ou de distribution, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel du liquide par siphonnage. Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif devront être conservés sur le site de la carrière.

Les aires de remplissage et de soutirage devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux. Elles seront du type « plate-forme engins » visée à l'article 1.3.7.8

Les appareils de distribution devront présenter toutes les sécurités et les garanties relatives à la manipulation de liquides inflammables.

Ils devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules (flots en béton, butoir de roue, etc...). Les flexibles de distribution ou de remplissage seront conformes à la norme en vigueur. Ils seront entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard 6 ans après leur date de fabrication. On devra éviter qu'ils traînent sur l'aire de distribution.

Le robinet de distribution sera muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

Les produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir les hydrocarbures accidentellement répandus seront stockés et disponibles à proximité du poste de distribution, avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

ARTICLE 3.4 GARANTIE FINANCIÈRE

3.4.1 Montant de la garantie

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Le montant de référence des garanties financières, établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié le 24 décembre 2009, est fixé à :

Période	Montant de la garantie
0 – 5 ans	88 507
5 ans – 10 ans	108 632
10 ans – 15 ans	133 575
15 ans – 20 ans	136 052
20 ans – 25 ans	136 655
25 ans à “ constatation de la remise en état ”	95 324

Valeurs de référence prises pour le calcul de la garantie financière : indice TP01 = 684,8 (104,8 indice TP1-base 2010 * 6,5345, arrondi à une décimale, soit 684,8 pour le mois de avril 2017 publié au JO le 16/07/2017) et taux de la TVAR = 20%.

Ce montant est automatiquement actualisé, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base de l'indice TP01 publié par l'INSEE et de l'évolution de la TVA. Cette révision intervient pour fixer le montant réel de la garantie de la période considérée supérieure à 5 ans, qui doit figurer sur l'acte de cautionnement à produire.

Cette actualisation est effectuée sur la base de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Cette révision intervient également automatiquement durant la période considérée lorsque l'indice progresse de plus de 15 % sur une période inférieure à cinq ans. Cette actualisation intervient dans les six mois suivant cette augmentation.

Ce montant peut, le cas échéant, être révisé si la conduite de l'exploitation ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision est initiée, soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'Inspection des Installations Classées.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

3.4.2 Justification de la garantie

L'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Les renouvellements successifs de la garantie financière actualisée couvrant les périodes suivantes sont également adressés au Préfet, au moins six mois avant l'échéance de la garantie en cours.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation. Notamment, le document correspondant doit être disponible au siège de l'entreprise ou sur un site proche et l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut en demander communication lors de toute visite.

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

3.4.3 Appel à la garantie financière

Les garanties financières ont pour objectif de garantir la remise en état des carrières en cas de défaillance de l'exploitant.

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières dans les cas de figures ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

3.4.4 Levée de la garantie financière

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'Inspection des Installations Classées qui établit un procès verbal de constat de fin de travaux de remise en état (récolement).

En application de l'article R516-5 du code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

TITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 4.1 TRANSFERT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au Préfet dans les trois mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 4.2 MISE A JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement, y compris en ce qui concerne les moyens humains et organisationnels. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 4.3 INCIDENT - ACCIDENT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les

circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

ARTICLE 4.4 ARCHÉOLOGIE

Toute découverte faite au cours de l'exploitation de la carrière pouvant intéresser l'archéologie, doit être préservée et doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au Maire et au Service Régional de l'Archéologie.

Les agents de ce service ont accès sur la carrière après autorisation de l'exploitant. Ils doivent se conformer aux consignes de sécurité qui leur sont données.

ARTICLE 4.5 CONTRÔLES

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement soient effectués par des organismes compétents afin de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Des réunions de concertation avec les riverains sont régulièrement organisées à l'initiative du maire de MONTREGARD afin de faire le point sur les améliorations apportées au fonctionnement de l'exploitation et d'examiner les meilleures orientations à lui donner pour préserver les différents intérêts en jeu. Un suivi environnemental est présenté par l'exploitant tous les cinq ans à une réunion de concertation dont l'Inspection des installations classées est informée et rendue destinataire du compte-rendu.

ARTICLE 4.6 REGISTRES, PLANS ET BILANS

4.6.1 Suivi de l'exploitation et de la remise en état

L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).

Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours. La mise à jour concerne :

- l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes – stocks...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.

Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

4.6.2 Déclaration annuelle d'activité et déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

L'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

L'exploitant déclare, conformément à l'arrêté du 7 juillet 2017 portant dématérialisation de l'enquête annuelle sur l'activité des exploitations de carrières et complétant l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets, chaque année par voie électronique (GEREP), à l'Inspection des Installations Classées, avant le 15 février, un bilan des activités de la carrière et notamment, la production de la carrière, les superficies remises en état, les réserves à exploiter, les coordonnées de l'organisme extérieur de prévention, le nombre d'heures travaillées par son personnel et les entreprises extérieures intervenues sur le site, l'effectif en personnel, les accidents du travail survenus sur le site et les mesures d'empoussièrement.

4.6.3 Plan de gestion des déchets d'extraction

Un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière est établi conformément à l'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

4.6.4 Documents-registres

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes doivent être tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Il peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées, ainsi que toutes justifications des mesures prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

L'exploitant communique, à la demande du comité de suivi, s'il est constitué, les renseignements techniques qui relèvent de l'exploitation de la carrière et qui sont nécessaires au fonctionnement de ce comité de suivi.

ARTICLE 4.7 VALIDITÉ - CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification dudit arrêté ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 4.8 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL

L'exploitant doit se conformer par ailleurs aux dispositions du Code du travail, du Règlement Général des Industries Extractives, du nouveau Code Minier et ses textes d'application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et de la sécurité publique.

L'exploitant doit recourir à un organisme agréé conformément aux termes de l'arrêté du 31 décembre 2001 pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de salubrité du travail.

Le cas échéant, le titulaire de la présente autorisation portera à la connaissance de la DREAL le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

ARTICLE 4.9 DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4.10 CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation d'activité de la carrière et des installations doit être notifiée au Préfet six mois avant l'arrêt définitif qui en tout état de cause ne peut se situer après la date d'expiration de l'autorisation. À la notification de cessation d'activité il est joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de la carrière ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et pour mettre et laisser celui-ci dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et comporte notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- l'intégration de l'exploitation dans son environnement,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

ARTICLE 4.11 RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4.12 PUBLICITÉ – INFORMATION

Conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de MONTREGARD pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de MONTREGARD fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Loire l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture (www.haute-loire.pref.gouv.fr) pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 4.13 DIFFUSION

Le présent arrêté est notifié à Monsieur FAURIE Pierre Bernard Philippe président de la SAS SOCIETE DES CARRIERES FAURIE, dont le siège social est situé 32 rue de Saint Agrève, 43 190 TENCE.

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de MONTREGARD chargé des formalités d'affichage, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- à la sous-préfète d'Yssingeaux ;
- au Président du Conseil Départemental ;
- aux Maires des communes de Montregard, Tence, Le mas de Tence et Saint André en Vivarais ;
- au Chef délégué de l'unité interdépartementale Loire-Haute-Loire de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ;
- au Directeur Départemental des Territoires ;
- au Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé d'Auvergne ;
- au Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine;
- au Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- au Directeur Régional de la Caisse Régionale d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail

Le Puy-en-Velay, le 7 février 2019

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Rémy DARROUX

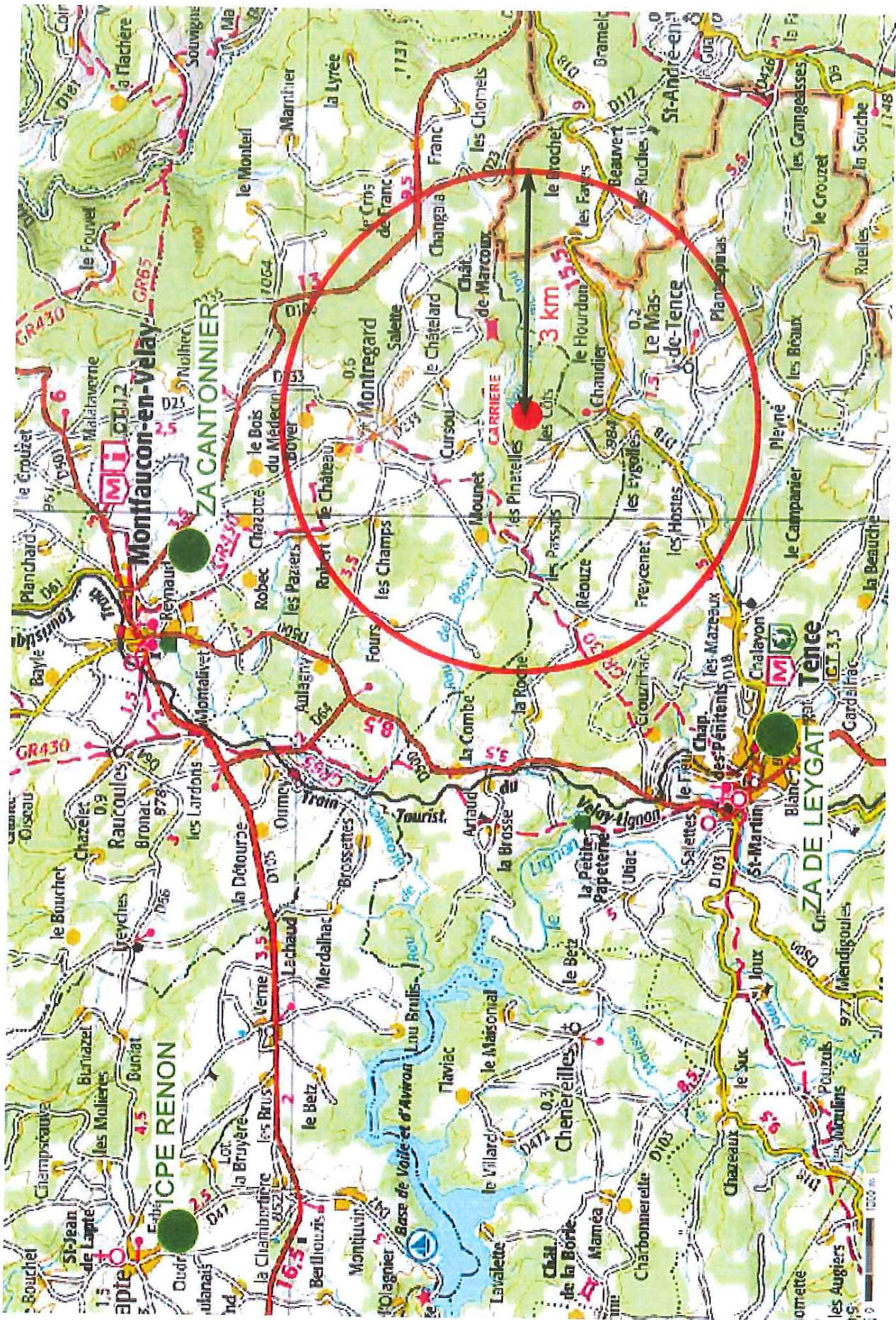
Annexes :

Plan de localisation
Plan et état parcellaire - Cadastre
Plans de phasage d'exploitation
Plan de remise en état

SOMMAIRE

TITRE 1 - MESURES COMMUNES.....	3
ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
ARTICLE 1.2 DURÉE – LOCALISATION.....	4
ARTICLE 1.3 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	4
1.3.1 Affichage.....	4
1.3.2 Bornage.....	4
1.3.3 Clôture.....	4
1.3.4 Accès.....	4
1.3.5 Défrichage.....	5
1.3.6 Capacité de rétention des eaux pluviales.....	5
1.3.7 Suivi des eaux souterraines.....	5
1.3.8 Plate-forme engins.....	5
1.3.9 Défense extérieure contre l'incendie.....	5
1.3.10 Évaluation archéologique.....	5
1.3.11 Implantation de la bande boisée conservée.....	6
ARTICLE 1.4 MISE EN SERVICE.....	6
ARTICLE 1.5 CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	6
1.5.1 Principe d'exploitation.....	6
1.5.2 Défrichage - décapage – découverte.....	6
1.5.3 Extraction.....	7
1.5.4 Traitement des matériaux.....	7
1.5.5 Stockage des matériaux.....	7
1.5.6 Aménagement – entretien.....	7
1.5.7 Explosifs.....	8
ARTICLE 1.6 MESURES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ.....	8
1.6.1 Mesures d'évitement et de réduction.....	8
1.6.2 Mesure d'accompagnement.....	8
1.6.3 Mesure de compensation.....	8
ARTICLE 1.7 REMISE EN ÉTAT.....	8
1.7.1 Principe.....	8
1.7.2 Remblayage.....	9
1.7.3 Mesures particulières.....	9
1.7.4 Fin d'exploitation.....	9
ARTICLE 1.8 SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	9
1.8.1 Accès sur la carrière.....	9
1.8.2 Distances limites et zones de protection.....	9
TITRE 2 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	9
ARTICLE 2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	9
ARTICLE 2.2 POLLUTION DES EAUX.....	10
2.2.1 Prévention des pollutions accidentelles.....	10
2.2.2 Eau de procédé des installations.....	10
2.2.3 Eaux de ruissellement des installations de stockages de déchets inertes et des terres non polluées.....	11
2.2.4 Qualité des effluents rejetés.....	11
2.2.5 Eaux usées domestiques.....	11
2.2.6 Contrôle.....	11
ARTICLE 2.3 POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES.....	11
2.3.1 Installations de traitement des matériaux.....	12
2.3.2 Stockages des minéraux.....	12
2.3.3 Contrôle des émissions de poussières.....	12
ARTICLE 2.4 BRUIT.....	12
ARTICLE 2.5 VIBRATIONS.....	13
ARTICLE 2.6 ÉMISSIONS LUMINEUSES.....	14
ARTICLE 2.7 DÉCHETS.....	14
TITRE 3 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES.....	15
ARTICLE 3.1 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE.....	15
ARTICLE 3.2 RISQUES.....	15
3.2.1 Consignes d'exploitation et de sécurité.....	15
3.2.2 Direction technique – Prévention.....	15
3.2.3 Connaissance des produits – Étiquetage.....	16
3.2.4 Incendie.....	16
3.2.5 Formation du personnel.....	16

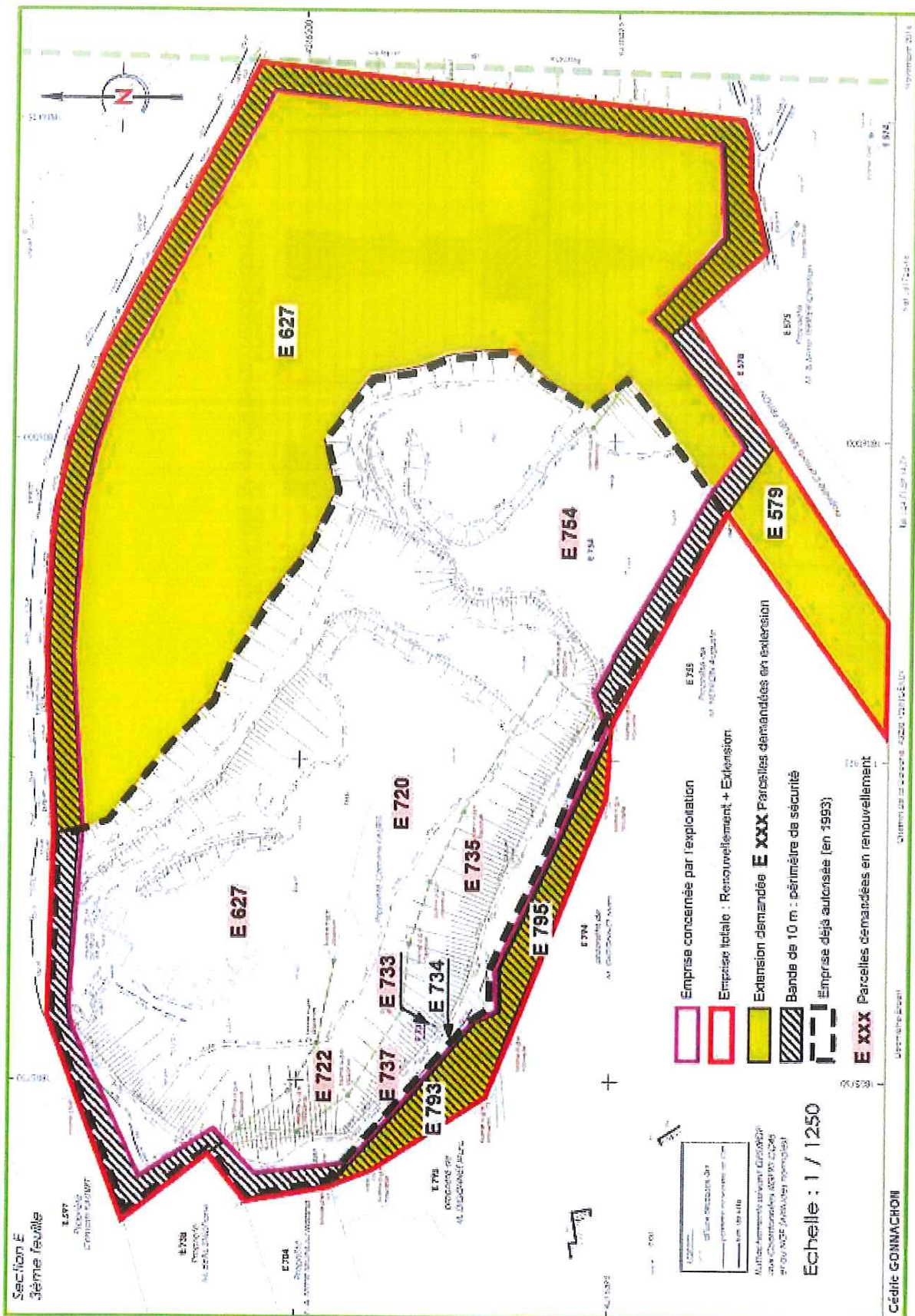
ARTICLE 3.3 AMÉNAGEMENTS ET ÉQUIPEMENTS.....	16
3.3.1 Installations électriques.....	16
3.3.2 Stockage et distribution d'hydrocarbures.....	17
ARTICLE 3.4 GARANTIE FINANCIÈRE.....	18
3.4.1 Montant de la garantie.....	18
3.4.2 Justification de la garantie.....	18
3.4.3 Appel à la garantie financière.....	19
3.4.4 Levée de la garantie financière.....	19
TITRE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	19
ARTICLE 4.1 TRANSFERT D'EXPLOITANT.....	19
ARTICLE 4.2 MISE A JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS.....	20
ARTICLE 4.3 INCIDENT - ACCIDENT.....	20
ARTICLE 4.4 ARCHÉOLOGIE.....	20
ARTICLE 4.5 CONTRÔLES.....	20
ARTICLE 4.6 REGISTRES, PLANS ET BILANS.....	20
4.6.1 Suivi de l'exploitation et de la remise en état.....	20
4.6.2 Déclaration annuelle d'activité et déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.....	21
4.6.3 Plan de gestion des déchets d'extraction.....	21
4.6.4 Documents-registres.....	21
ARTICLE 4.7 VALIDITÉ - CADUCITÉ.....	21
ARTICLE 4.8 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU PERSONNEL.....	22
ARTICLE 4.9 DROITS DES TIERS.....	22
ARTICLE 4.10 CESSATION D'ACTIVITÉ.....	22
ARTICLE 4.11 RECOURS.....	22
ARTICLE 4.12 PUBLICITÉ – INFORMATION.....	23
ARTICLE 4.13 DIFFUSION.....	23



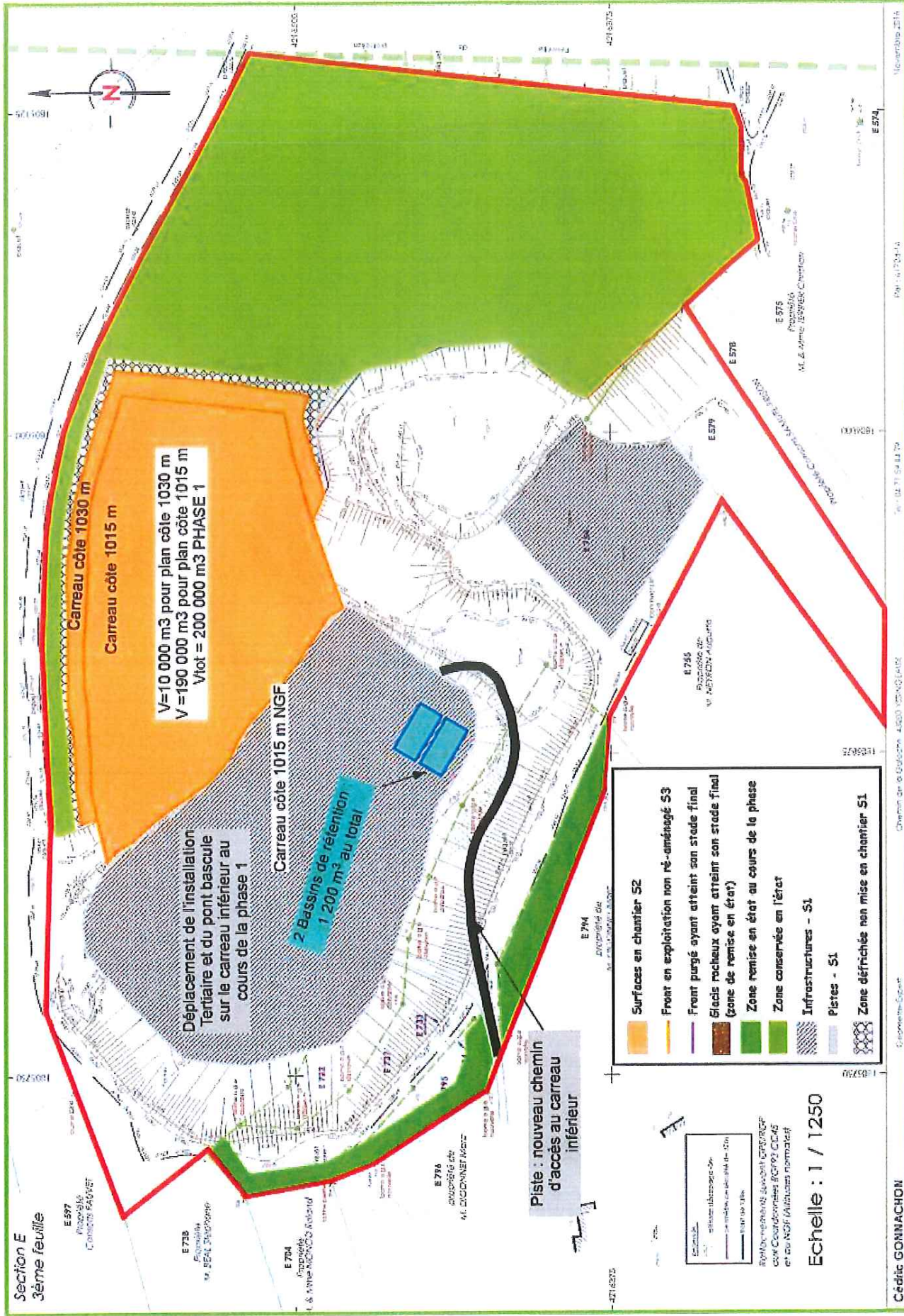
Commune de Montregard : section E03

PARCELLES RENOUVELEES		Superficies dans le cadre de cette demande en m²				
Lieu-dit	N° de parcelle - SECTION E03	Superficie de la parcelle en m²	Emprise demandée	Emprise concernée par l'exploitation	Emprise maintenue en état Non exploitée ou bande de 10m	Emprise à défricher
La Balaye des Côtés	E 754	8 070	8 070	6 970	1100	0
La Balaye des Côtés	E 735	4 255	4 255	4 255	0	0
La Balaye des Côtés	E 720	5 192	5 192	5 192	0	0
La Balaye des Côtés	E 733	72	72	72	0	0
La Balaye des Côtés	E 722	2 027	2 027	2 027	0	0
La Balaye des Côtés	E 737	2 350	2 350	1 895	455	0
Monté-lis	E 627	264 720	22 634	20 934	1700	0
Sous-total Renouvellement			44 600	41 345	3 255	0
EXTENSION		Superficie de la parcelle en m²	Emprise demandée	Emprise concernée par l'exploitation	Non exploitée ou bande de 10m	
La Balaye des Côtés	E 793	6393	1143	0	1143	0
La Balaye des Côtés	E 795	3638	1068	0	1068	0
La Balaye des Côtés	E 734	16	16	0	16	0
La Balaye des Côtés	E 579	5 461	5 461	1 170	4 291	0
Monté-lis	E 627	264720	45156	38993	6163	32100
Sous-total Extension			52 844	40 163	12 681	32 100
TOTAL RENOUVELLEMENT + EXTENSION			97 444	81 508	15 936	32 100

Tableau 2 : liste des parcelles comprises dans la demande et sa carte correspondante



PHASE 1 de 5 années



	Surfaces en chantier S2
	Front en exploitation non ré-aménagé S3
	Front purgé ayant atteint son stade final
	Blocs rocheux ayant atteint son stade final (zone de remise en état)
	Zone remise en état au cours de la phase
	Zone conservée en l'état
	Infrastructures - S1
	Pistes - S1
	Zone défrichée non mise en chantier S1

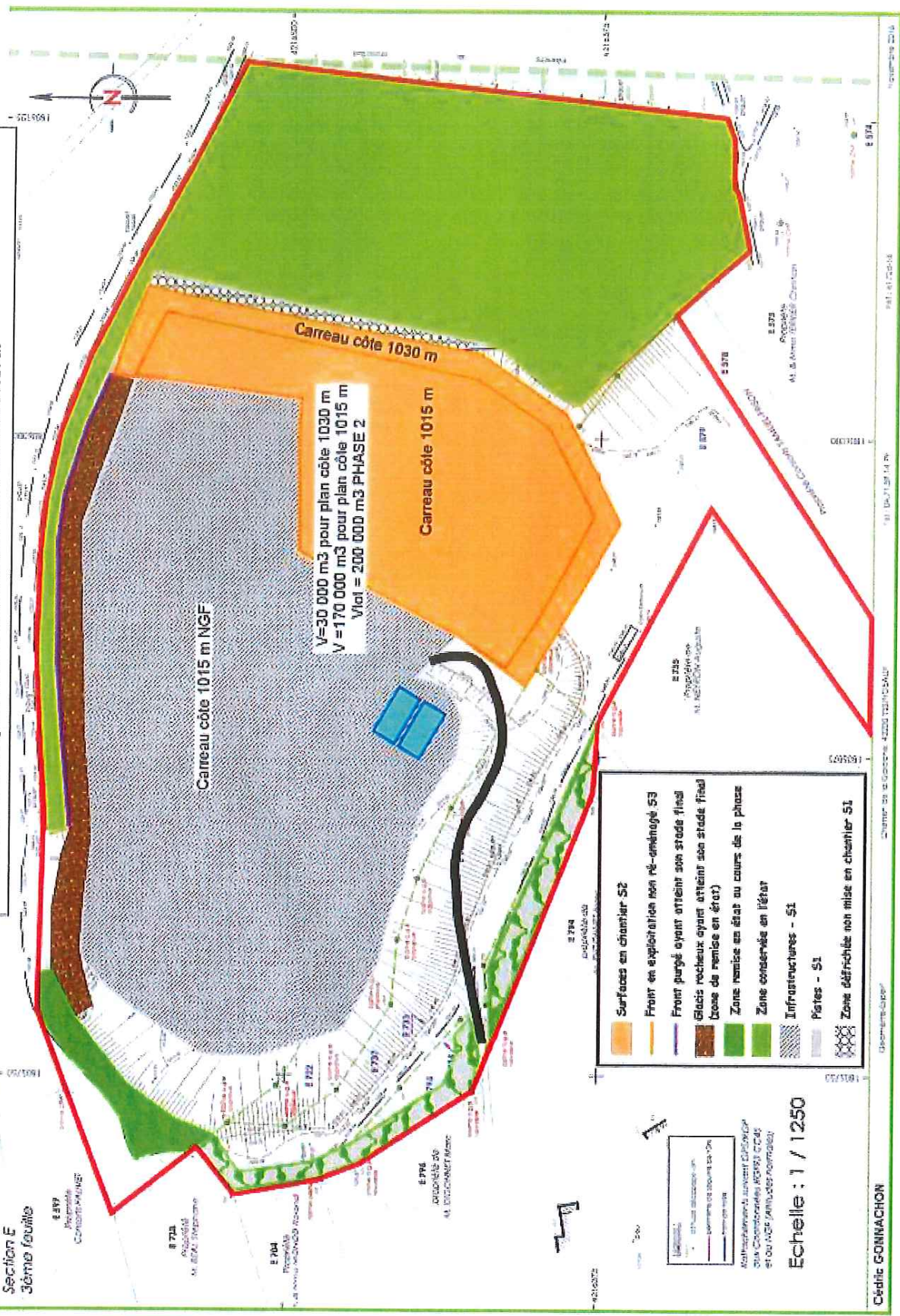
Remarque : Le plan est en plan coté (NGF)
 Les coordonnées sont en mètres
 Les cotes sont en mètres
 Les hauteurs sont en mètres
 Les volumes sont en mètres cubes
 Les surfaces sont en mètres carrés
 Les longueurs sont en mètres
 Les angles sont en degrés

Echelle : 1 / 1250

Phase 2 : Reprise de l'exploitation sur deux fronts en direction de l'Est et du Sud-Est. + remise en état progressive sur les secteurs Nord-Ouest et Nord.

PHASE 2 de 5 années

Section E
Jérôme feuille



	Surfaces en chantier S2
	Front en exploitation non ré-aménagé S3
	Front purgé ayant atteint son stade final
	Blocs rocheux ayant atteint son stade final
	Zone remise en état
	Zone remise en état au cours de la phase
	Zone conservée en l'état
	Infrastructures - S1
	Routes - S1
	Zone défrichée non mise en chantier S1

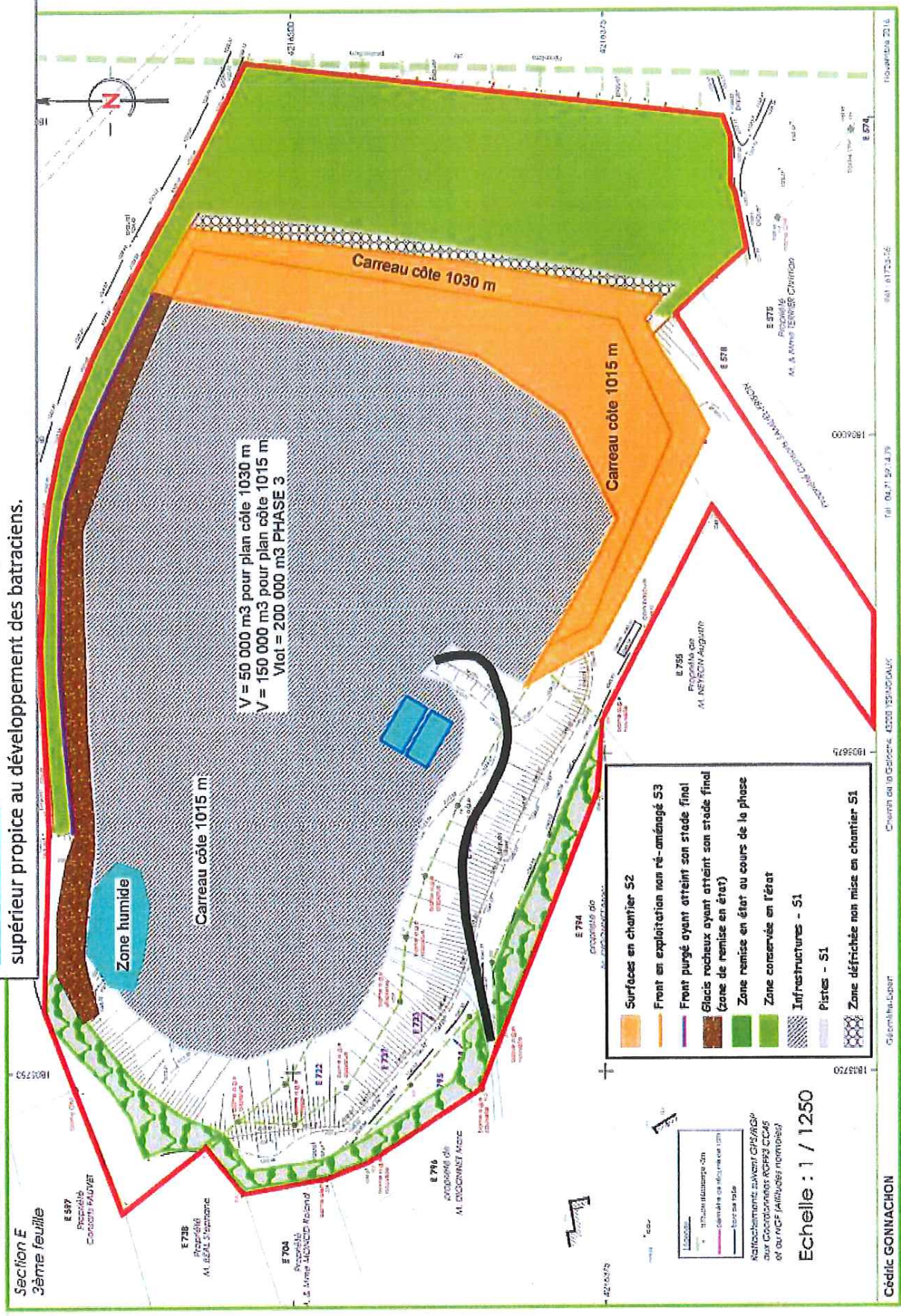
Infrastructures existantes (COPAGE)
 ou (COPAGE) (RPS) (COPAGE)
 et ou (COPAGE) (RPS) (COPAGE)

Echelle : 1 / 1250

Clément GONNACHON

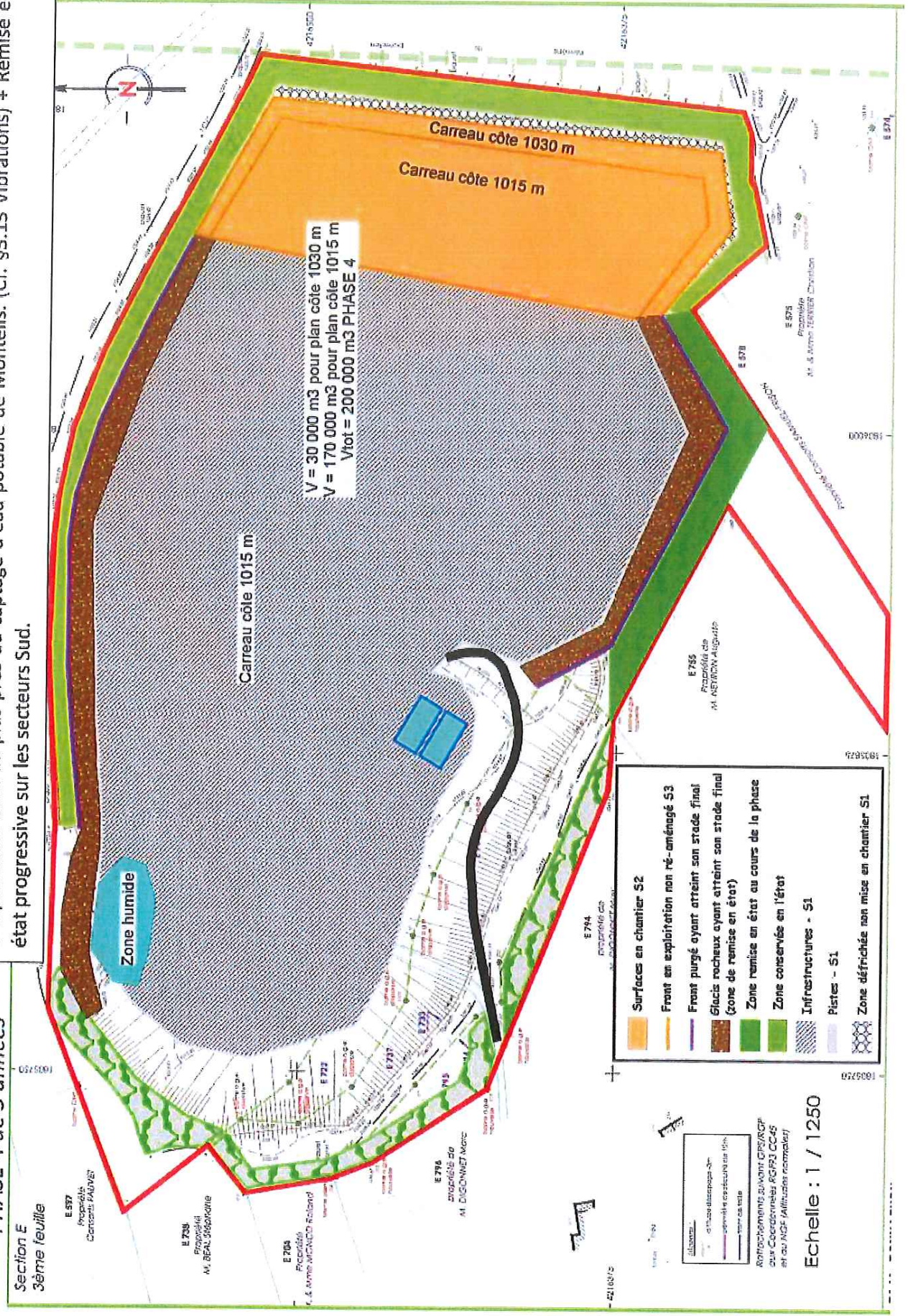
Phase 3 : Poursuite de l'exploitation sur trois fronts en direction de l'Est et du Sud-Est + Création d'une zone humide définitive au Nord-ouest afin de remplacer l'actuelle zone humide amont située au Nord-Est sur le carreau supérieur propice au développement des batraciens.

PHASE 3 de 5 années



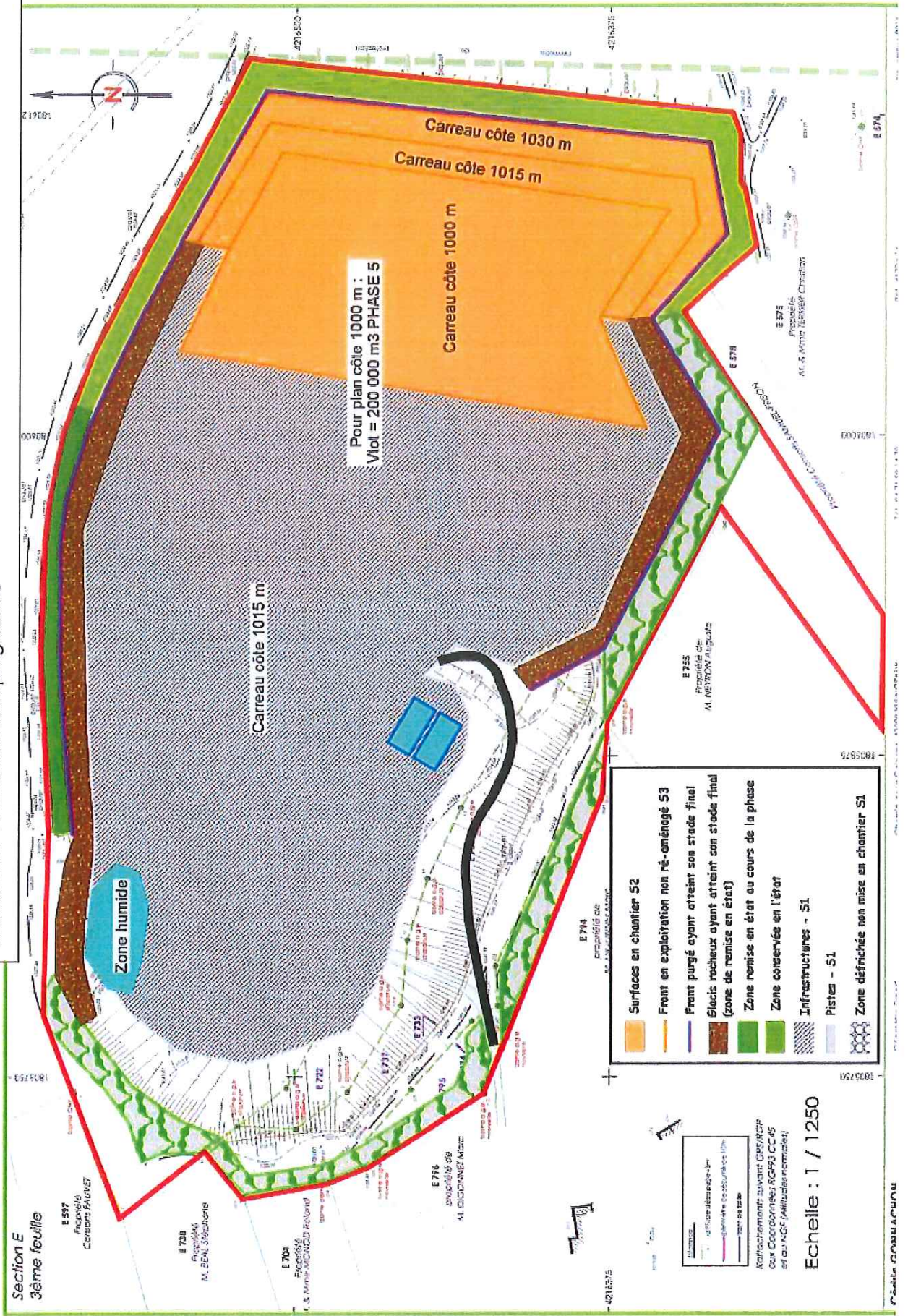
Phase 4 : Poursuite de l'exploitation sur trois fronts toujours en direction de l'Est et du Sud-Est jusqu'à atteindre la limite de l'autorisation. Attention au plan de tir et à la charge unitaire, puisque le front d'exploitation sera au plus près du captage d'eau potable de Montéliers. (Cf. §3.13 Vibrations) + Remise en état progressive sur les secteurs Sud.

PHASE 4 de 5 années



Phase 5 : Enfouissement de l'exploitation 15 m plus bas, création d'un nouveau carreau inférieur à la côte 1000 m NGF + remise en état progressive

PHASE 5 de 5 années

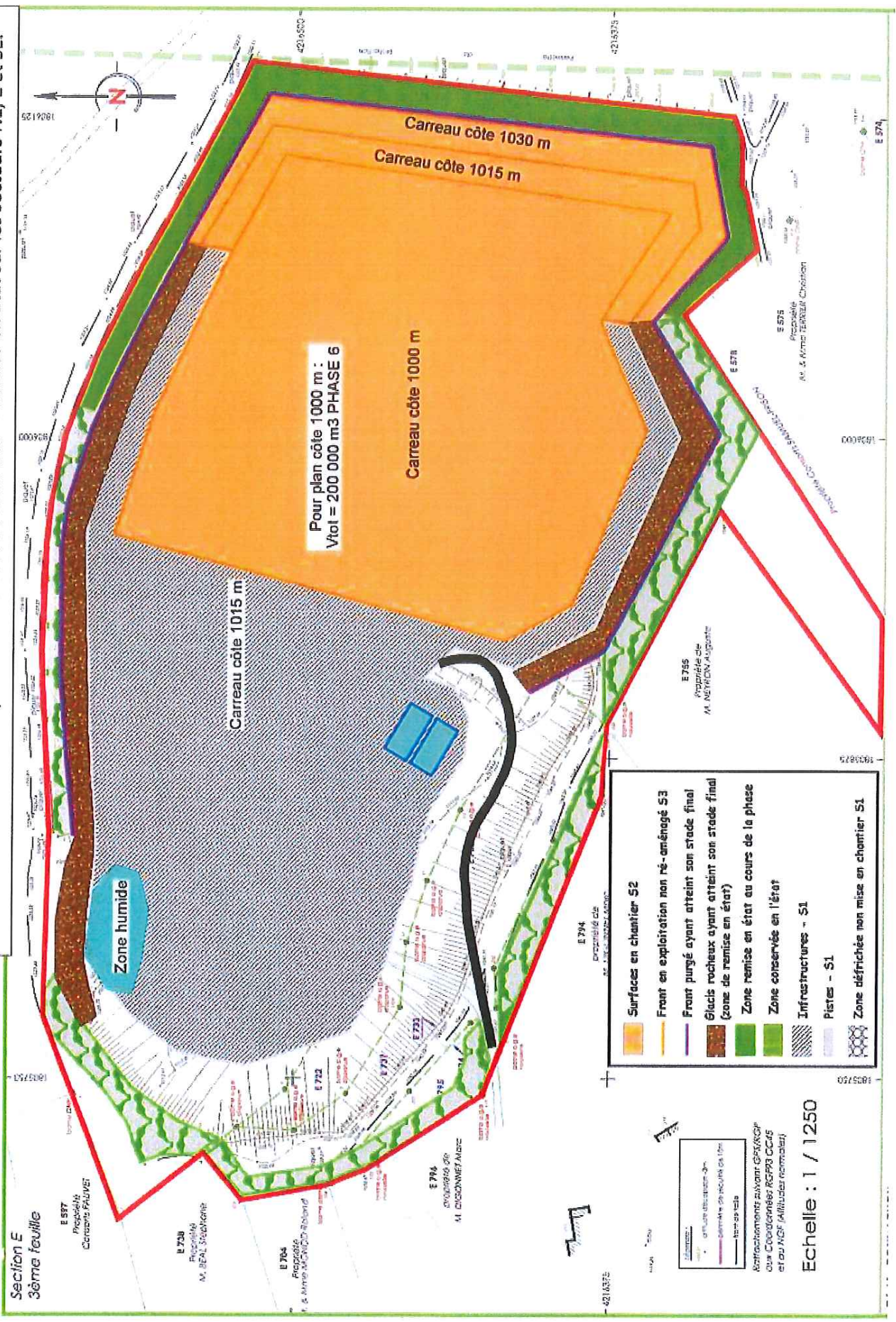


	Surfaces en chantier S2
	Front en exploitation non ré-aménagé S3
	Front purgé ayant atteint son stade final
	Éclis rocheux ayant atteint son stade final (zone de remise en état)
	Zone remise en état au cours de la phase
	Zone conservée en l'état
	Infrastructures - S1
	Pistes - S1
	Zone défrichée non mise en chantier S1

Echelle : 1 / 1250

PHASE 6 de 5 années

Phase 6 : Poursuite de l'exploitation à la côte 1000 m NGF + Remise en état sur les secteurs NE, E et SE.



Carte 38 : Plans de remise en état, signés par la Société des Carrières FAURIE et par la mairie de Montregard – Atelier Monjauze / BCM

SOCIETE DES CARRIERES FAURIE **Demande de renouvellement et d'extension de la carrière de la carrière de Montléjols - Commune de Montregard**

32 Rue de St Agrève
43 190 TENCE



Le plan illustre les grandes lignes du projet de réhabilitation de la carrière, et la morphologie du site après remise en état. Il s'agit d'un état projeté possible qui pourra être amené à varier légèrement en fonction des aléas inévitables de l'activité de la carrière dans les prochaines décennies.

Le projet paysager propose des grands principes visant principalement à relier la carrière à son site sur un registre forestier et naturaliste.

Il s'agit notamment :

- de restituer une partie de falaise d'aspect naturel (suppression d'un redan supérieur), au pied de laquelle pourront s'étendre des zones d'éboulis ;
- de modeler le carreau en vallon et glacis en pentes douces, afin de collecter les eaux et les transférer vers le drainage à faible profondeur.

- de réaliser des plantations dès les premières phases (essences à adapter - se rapprocher d'un conseiller forestier)
- d'aménager la zone en eau d'une borne de puisage accessible par les camions citernes (défense incendie), avec une plateforme de retournement.

Ce projet sera ré-évalué au bout de 10 et 20 ans en fonction des enjeux économiques et environnementaux. La commune, propriétaire de la principale parcelle sera consultée.

Approbation du plan de remise en état par la commune de Montregard

Date et signature : 21/08/2017

CARRIERES FAURIE
Société à responsabilité limitée
1 rue de St Agrève
43 190 TENCE
Tel. 04 71 59 82 44
Fax 04 71 59 87 59

BCM sarl Sous-Terrain (Saint Etienne-Lardeyrol) - Atelier Monjauze (Roy en Velay)

BCM Sarl - Le Bourg 43 260 St Etienne-Lardeyrol

Etude d'Impact - CARRIERE FAURIE - site de Montregard

43_Pref_Préfecture Haute-Loire

43-2019-02-11-001

arrêté préfectoral DCL-BRÉ n°2019-04 du 11 février 2019
portant autorisation d'une compétition sportive motorisée
dénommée « Enduro Moto de l'Emblavez/Championnat de
Ligue Auvergne Rhône Alpes » le 16 et 17 février 2019



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Bureau de la Réglementation et des Élections

Arrêté préfectoral DCL-BRÉ n°2019-04 du 11 février 2019 portant autorisation d'une compétition sportive motorisée dénommée « Enduro Moto de l'Emblavez/Championnat de Ligue Auvergne Rhône Alpes » le 16 et 17 février 2019

*Le préfet de la Haute-Loire
Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route ;

Vu le code du sport et notamment ses articles R.331-18 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L414-4 et R414-19 à R414-26 ;

Vu le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 9 août 2017 portant nomination de Monsieur Yves Rousset en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

Vu l'arrêté n° SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 relatif aux prescriptions applicables à la protection contre l'incendie des bois, forêts, plantations, landes, maquis et garrigues ;

Vu la demande présentée le 3 décembre 2018 par Monsieur David Grangé, président du Moto Club de l'Emblavez, en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser, les 16 et 17 février 2019, une compétition sportive motorisée dénommée « Enduro Moto de l'Emblavez/Championnat de Ligue Auvergne Rhône Alpes » au départ de Vorey/Arzon ;

Vu l'affiliation du moto club organisateur à la Fédération Française de Motocyclisme (F.F.M) sous le numéro C1892, son règlement quant à ce type de compétition, l'enregistrement de la course sous le visa d'organisation n°19/0024 et le numéro d'épreuve attribué (241) le 7 janvier 2019 par la F.F.M ;

Vu le règlement particulier de l'épreuve ainsi que l'ensemble des pièces jointes à la demande susvisée, dont l'étude des incidences Natura 2000 et les attestations de présence des moyens de secours ;

Vu l'attestation d'assurance responsabilité civile délivrée le 27 décembre 2018 par la SAS Lestienne à l'organisateur au titre de la police d'assurances n°B1921XA000080S-RCO124 ;

Vu les avis favorables des maires des communes traversées, et l'arrêté municipal du 7 février de Vorey ;

Vu les avis favorables du commandant du groupement de gendarmerie , du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, du directeur départemental des territoires, du directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et du président du conseil départemental de la Haute-Loire ;

Vu l'avis favorable de la formation spécialisée en matière d'épreuves et compétitions sportives au sein de la commission départementale de la sécurité routière réunie le 5 février 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

Préfecture de la Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 40321 – 43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex
Tél : 04 71 09 43 43 – Télécopie : 04 71 09 78 40
Courriel : prefecture@haute-loire.gouv.fr – Site internet : www.haute-loire.gouv.fr
Horaires d'ouverture au public : ouvert du lundi au vendredi de 8H30 à 11H30 et de 13H30 à 16H30 (fermeture à 16H00 le vendredi)

ARRÊTE

Article 1 :

Monsieur David Grangé, président du moto club de l'Emblavez, est autorisé à organiser les 16 et 17 février 2019, une compétition sportive motorisée dénommée « Enduro Moto de l'Emblavez/Championnat de Ligue Auvergne Rhône Alpes » au départ de Vorey/Arzon, conformément aux parcours et au programme définis dans le dossier de demande d'autorisation, à savoir notamment :

- Samedi 16 février 2019 : contrôles administratifs et techniques de 14 h 00 à 18 h 00,
- Dimanche 17 février 2019 : départ vers 8 h 30.

Article 2 :

En application de l'article R.331-27 du code du sport, la présente autorisation ne prendra effet que lorsque les organisateurs auront transmis une attestation écrite précisant que l'ensemble des prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral ont été respectées.

Cette attestation devra être adressée, avant le début des épreuves, au centre d'opérations et de renseignements (COR) de la gendarmerie du Puy-en-Velay, par fax (04 71 04 52 99) ou courriel (corg.ggd43@gendarmerie.interieur.gouv.fr).

Article 3 :

Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions, des décrets et des arrêtés précités, ainsi que des mesures suivantes arrêtées par les services chargés de la voirie et de la surveillance de la circulation, et par la commission départementale de la sécurité routière (CDSR) de la Haute-Loire.

SÉCURITÉ

Le règlement de la fédération française de motocyclisme doit être appliqué et respecté.

Les participants doivent respecter les règles élémentaires de prudence et se conformer strictement aux dispositions du code de la route.

L'organisateur rappellera aux concurrents qu'en dehors des épreuves spéciales ils sont soumis au code de la route et qu'ils doivent respecter la vitesse, en particulier en agglomération.

La liberté de la circulation et la sécurité générale seront sauvegardées sur les routes empruntées.

L'organisateur prendra les mesures nécessaires pour laisser libre en permanence la route départementale n°103, particulièrement dans la traversée de Vorey/Arzon. Il devra mettre en place des signaleurs munis de chasubles aux croisements du circuit de liaison avec les routes départementales, en particulier aux traversées de la départementale 29 en direction de Roche en Régnier.

Dans le cas où le passage des concurrents occasionnerait des dégâts (boue, terre, etc), la chaussée et les accotements des voies empruntées seront remis en état au frais des organisateurs.

Chaque machine doit être conforme à la réglementation. Le port des équipements de sécurité homologués s'impose à chaque concurrent.

Les organisateurs devront prendre toutes mesures utiles pour assurer la sécurité des concurrents et des usagers de la route.

L'organisateur veillera à ce que les emplacements du public soient clairement identifiés et balisés (plan en annexe).

Ces zones devront être closes côté piste et se situer en surplomb de celle-ci ou protégées par un obstacle naturel.

Les zones dangereuses, situées au même niveau ou en contrebas de la piste, ainsi que dans les courbes, seront interdites au public et signalées. L'organisateur sera chargé d'en interdire l'accès.

Des parkings à destination des concurrents et des visiteurs devront être mis en place par l'organisateur.

SECOURS – INCENDIE

Durant la manifestation, les organisateurs devront garantir a minima les moyens de secours suivants :

- * la médicalisation de l'épreuve sera assurée par l'association Assistance Médicale Inter Sports (AMIS), notamment avec la présence d'un médecin par spéciale et de médecins en moto, en binôme ;
- * 3 ambulances avec équipage seront mises à disposition par les Ambulances de l'Emblavez (2) et par les Ambulances Gerphagnon (1).

Les secours seront répartis sur le parcours et équipés de matériel d'urgence.

Un poste de secours fixe avec matériel de conditionnement et un poste de secours mobile seront installés.

Tout au long de la manifestation, les organisateurs devront disposer d'un moyen permettant l'alerte des secours.

En cas de nécessité de mise en œuvre des moyens de secours publics, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, ou son représentant, assurera, sous l'autorité du préfet, en liaison avec le sous-préfet de permanence, le commandement des opérations de secours.

L'organisateur veillera à ce que les accès aux divers sites de l'épreuve soient immédiatement libres en toutes circonstances, de façon à faciliter la circulation des engins de secours.

Le service départemental d'incendie et de secours sera habilité, en cas de force majeure, à utiliser les divers axes routiers privatisés à l'occasion de la manifestation.

Il appartiendra au responsable du dispositif de secours, dès son arrivée, de prendre contact avec le CODIS 43 (tél. 04 71 07 03 18) puis de le tenir informé du déroulement de la manifestation et de la levée du dispositif.

En ce qui concerne la sécurité incendie, l'organisateur est tenu de respecter l'arrêté préfectoral SIDPC 2016-04 du 13 mai 2016 sus-visé.

6 extincteurs seront disponibles. Ils seront placés à chaque spéciale ainsi qu'aux contrôles horaires.

SERVICE D'ORDRE - CIRCULATION

Le service d'ordre sera assuré par les organisateurs et sous leur responsabilité, sans qu'en aucun cas, celle de l'État, du département et des communes puisse se trouver engagée.

Des signaleurs munis de chasubles seront impérativement positionnés a minima à tous les croisements de liaison avec les routes, et particulièrement aux traversées de la RD 103. Une pré-signalisation d'information et de police sera mise en place.

En ce qui concerne les épreuves spéciales, les commissaires de course seront placés à vue les uns des autres.

La signalisation réglementant la circulation sera à la charge des organisateurs.

Toutes dispositions seront prises par les maires des communes concernées afin d'assurer le bon déroulement de l'épreuve.

Un service gendarmerie sera commandé avant le départ de la course dans le but de vérifier si le dispositif de sécurité est conforme aux engagements pris par l'organisateur.

Article 4 :

ENVIRONNEMENT

Le franchissement de l'Arzon en face du ruisseau de l'enfer se fera obligatoirement par une passerelle ou un gué. Le parcours en hors piste, soit dans des espaces non clairement matérialisés par un chemin, est proscrit. Les accès aux sections privées, autorisés par leurs propriétaires et amenés à composer le parcours, devront être refermés physiquement pour éviter toute réutilisation potentielle du tracé.

Les organisateurs sont chargés de veiller au respect de l'environnement par l'ensemble des personnes présentes sur les zones de la manifestation.

Dès la fin de la manifestation, les organisateurs procéderont au retrait de la signalétique et à la remise en état des lieux. Ces opérations concerneront l'ensemble des espaces ayant accueilli la manifestation sportive et les spectateurs.

Les organisateurs devront s'assurer du respect de la tranquillité publique, notamment en matière de bruit.

Les organisateurs veilleront au respect et à la protection des propriétés privées (propriétés, champs, prés). Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'accord formel de celui-ci. Les autorisations d'utilisation de l'ensemble des terrains accueillant la manifestation devront pouvoir être produites par l'organisateur.

Article 5 :

Il ne sera apposé aucune inscription (peinture, divers) sur le domaine public ou ses dépendances (chaussées, bornes, arbres, support de signalisation).

Toute dégradation du domaine public ou de ses dépendances sera à la charge de l'organisateur.

Le jet de tracts, journaux, prospectus, objets ou produits quelconques sur la voie publique est rigoureusement interdit.

Article 6 :

L'organisateur ne pourra emprunter que les chemins, voies ou propriétés privées pour lesquelles il aura obtenu l'autorisation expresse des propriétaires, sous peine de porter atteinte au droit de propriété. Les droits des tiers sont expressément réservés. Nul ne pourra, pour suivre la compétition, pénétrer, ni s'installer sur la propriété d'un riverain sans l'agrément formel de celui-ci.

Article 7 :

L'organisateur est chargé de veiller au respect de la tranquillité publique.

Article 8 :

Les frais inhérents à la mise en place de la signalisation, ceux occasionnés par la mise en place des moyens de secours et ceux relatifs à la remise en état des lieux seront à la charge des organisateurs.

Article 9 :

L'autorisation de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment par le directeur de course, s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou que les organisateurs, malgré la mise en demeure qui leur en aurait été faite par l'autorité administrative ou ses représentants qualifiés, ne respectent plus ou ne font plus respecter par les concurrents les dispositions que le règlement particulier de la manifestation prévoyait en vue de la protection du public ou des concurrents.

Article 10 :

En tout état de cause, la présente décision ne vaut pas autorisation d'utiliser des haut-parleurs fixes ou mobiles, à l'occasion de la manifestation.

Article 11 :

L'État ne pourra voir sa responsabilité engagée en cas de manquement, par l'organisateur, aux obligations de sécurité fixées par le présent arrêté.

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions de sécurité portant sur les conditions de circulation et de stationnement qui ressortent de la compétence de chacun des maires des communes traversées.

Article 12 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, le commandant du groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Loire et le président du conseil départemental de la Haute-Loire ainsi que les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Loire et dont un exemplaire sera notifié à Monsieur David GRANGÉ, président du moto club de l'Emblavez, titulaire de la présente autorisation.

Au Puy-en-Velay, le 11 février 2019

Pour le préfet, et par délégation,
le directeur

Signé

Éric PLASSERAUD

Voies et délais de recours –

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Haute-Loire et d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur.

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr ».